

Brèves économiques

Afrique de l'Est et Océan Indien

Régional	<i>L'économie africaine 2021 : l'AFD insiste sur le rôle de l'agriculture et du secteur privé</i>
Burundi	Mise en place par la Banque Africaine de Développement (BAD) d'un champ solaire
Comores	<i>Pas de brèves cette semaine</i>
Djibouti	<i>Pas de brèves cette semaine</i>
Erythrée	<i>Pas de brèves cette semaine</i>
Ethiopie	L'élevage, priorité du deuxième plan décennal de l'ATA
Kenya	Signature d'un accord pour optimiser la production du parc éolien du lac Turkana
Madagascar	La BEI approuve le financement de la phase 1 du PRIRTEM pour 81,3 MEUR
Maurice	Attribution des contrats d'approvisionnement en carburants pour l'année 2021
Rwanda	Le pays prévoit d'améliorer sa capacité de test
Ouganda	Publication du cadre budgétaire pour l'exercice 21/22
Seychelles	Seychelles : maintien du seuil des avances de la Banque centrale à 500 MSCR
Somalie	La Somalie lève les restrictions d'importation de khat en provenance du Kenya
Soudan	Annonces britanniques : 330 MGBP de prêt relais et 40 MGBP de don
Soudan du Sud	Accord avec le Soudan pour augmenter la production de pétrole
Tanzanie	Le gouvernement annonce des mesures pour aider la filière du blé à se développer

Actualités Régionales

Covid19 : Evolution de la situation sanitaire.

Pour la 3^{ème} semaine consécutives, le nombre de nouveaux cas hebdomadaires dans la zone AEOI augmente cette semaine (+ 10 081 soit une augmentation de 2,9 % ; contre +10 296 la semaine passée) alors que le rythme mondial s'établit à - 15 %. En Ouganda, le nombre de nouveaux cas hebdomadaires repart à la hausse (959, contre 531 la semaine passée) ; mais baisse au Kenya, avec 816 nouveaux cas (contre 898). Pour la 4^{ème} semaine d'affilée, les nouveaux cas augmentent au Rwanda et atteignent + 1 797, chiffre le plus élevé recensée dans le pays. La hausse du nombre de cas la plus forte est aux Comores (+43,3 % contre +37,1 % la semaine passée).

Pays/Date	Nombre de cas			Nombre de décès		
	10/1	17/1	26/1	10/1	17/1	26/1
Burundi	986	1236	1472	2	2	2
Comores	1 150	1 577	2260	18	41	70
Djibouti	5866	5903	5918	61	61	61
Erythrée	1556	1877	1940	6	6	6
Ethiopie	127792	130772	133298	1985	2029	2063
Kenya	98184	99082	99898	1704	1728	1740
Madagascar	17767	18001	18301	262	267	273
Maurice	539	547	556	10	10	10
Rwanda	9461	10850	12647	118	140	172
Seychelles	502	689	1033	1	1	3
Somalie	4726	4744	4754	130	130	130
Soudan du Sud	3640	3693	3773	63	63	64
Soudan	23316	26279	28522	1468	1603	1722
Tanzanie	509	509	509	21	21	21
Ouganda	37554	38085	39044	301	304	317
Total AEOI	333548	343844	353925	6150	6406	6654

*Le nombre de cas reportés par l'OMS peut subir, compte tenu des délais de transmission, un léger décalage avec les données nationales, variable pour chaque pays. Aussi, la stabilité du nombre de cas en Tanzanie reflète l'arrêt de la comptabilisation par le gouvernement depuis fin avril ; les émeutes en Éthiopie ont perturbé la communication régulière sur le suivi de l'épidémie.

L'économie africaine 2021 : l'AFD insiste sur le rôle de l'agriculture et du secteur privé. Dans son ouvrage, l'Agence Française de Développement (AFD) souligne la résilience du continent africain face à la crise sanitaire et économique. L'Afrique représente ainsi 4,7 % des cas de contamination de covid-19, pour 17 % de la population mondiale, et voit son activité économique reculer de -2,7 % contre -4,4 % à l'échelle mondiale. L'AFD souligne également la relative résistance de l'Afrique de l'Est, du fait de sa faible dépendance aux exportations de matières premières extractives. Plus généralement, les économies africaines les moins touchées par la crise sont selon l'AFD celles disposant d'un marché intérieur important, d'un secteur privé développé et d'une agriculture résiliente. La ZLECAF pourrait ainsi contribuer au renforcement des économies africaines à l'avenir, en réduisant leur dépendance aux marchés extérieurs.

Actualités pays

BURUNDI

Mise en place par la Banque Africaine de Développement (BAD) d'un champ solaire. La BAD a équipée le camp de Nyankanda, à l'est du pays, d'un champ solaire de 46 panneaux photovoltaïque de 300 W chacun, pour un total de 13,8 kWc permettant d'éclairer l'intégralité du camp. Cette réalisation, d'un montant de 1,3 MUSD, s'inscrit dans le cadre du projet d'appui à la fourniture d'énergie pour la cuisson et la restauration de l'environnement dans les camps de réfugiés, lancé en 2018 au Burundi et financé à hauteur de 1,3 Md USD via la Facilité d'appui à la transition de la BAD.

COMORES

Pas de brèves cette semaine

DJIBOUTI

Pas de brève cette semaine

ERYTHREE

Pas de brèves cette semaine.

ETHIOPIE

L'élevage, priorité du deuxième plan décennal de l'ATA. L'Agence éthiopienne de transformation de l'agriculture (ATA) a lancé son deuxième plan décennal le 10 décembre. Alors que la structuration du secteur agricole constituait la priorité du précédent plan, l'amélioration de la production, la productivité et la commercialisation des produits d'élevage et de l'apiculture dans des régions à fort potentiel (Oromia, Amhara, SNNP et Tigré) et, des sous-secteurs des produits laitiers, de la volaille et de l'engraissement dans les zones urbaines et périurbaines de ces régions constituent les priorités de ce nouveau plan. Créée en 2010, l'ATA est une agence mise en place par le gouvernement éthiopien.

KENYA

Signature d'un accord pour optimiser la production du parc éolien du lac Turkana. Lake Turkana Wind Power (LTWP) et l'entreprise canadienne *Clir Renewables* ont signé un accord pour optimiser la production électrique de la plus grande centrale éolienne d'Afrique. D'une capacité de 310 MW, le parc éolien du Lac Turkana est constitué de 365 éoliennes réparties sur 160 km² dans le comté de Marsabit au Nord du Kenya. *Clir Renewables* suivra les fluctuations de la vitesse du vent et pourra ainsi identifier les cas de sous-performance et leurs causes.

Financement de la BAD pour un projet d'eau et d'assainissement à Bomet (13 MUSD). Le gouvernement kényan, via la *Lake Victoria South Water Works Development Agency* (LVSWWDA), a lancé un projet d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement, dans 17 villes du comté de Bomet, à l'ouest du Kenya. D'une valeur de 13 MUSD, ce projet bénéficiera à plus de 215 000 personnes et prévoit

i) la construction et la réhabilitation des équipements d'approvisionnement en eau et d'assainissement, ii) l'extension du réseau vers les quartiers informels, et iii) le renforcement des capacités des prestataires de services d'approvisionnement en eau. Ce projet, financé par la Banque Africaine de Développement, s'inscrit dans la volonté du gouvernement kényan d'atteindre l'accès universel à l'eau et à l'assainissement d'ici 2030, dont le taux stagne aujourd'hui en moyenne à 60 % et seulement 10 % en ce qui concerne l'accès à un service d'assainissement.

MADAGASCAR

La BEI approuve le financement de la phase 1 du PRIRTEM pour 81,3 MEUR. La Banque européenne d'investissement (BEI) a annoncé le 13 janvier l'approbation d'un prêt de 81,3 MEUR en faveur du Projet d'interconnexion et de renforcement du réseau électrique de transmission de Madagascar (PRIRTEM, phase 1). Elle vise la construction d'une ligne haute tension de 220 kV, longue de 126 km, et les postes d'interconnexion associés afin de relier les réseaux électriques entre Tananarive et Tamatave. Le projet permettra d'acheminer la production de la future centrale hydroélectrique de Volobe (120 MW). Il est cofinancé par l'UE, la BAD, la KOEXIM coréenne et l'Etat malgache, pour un coût total de 203 MEUR.

MAURICE

Maurice : attribution des contrats d'approvisionnement en carburants pour l'année 2021. *Indian Oil Corporation Limited* (IOCL), principale compagnie pétrolière indienne, a remporté le marché d'approvisionnement en carburants de l'Île Maurice pour la période allant de novembre 2020 à octobre 2021, suite à un appel d'offre de la *State Trading Corporation* (STC). Elle fournira 175 000 t de kérosène, 205 000 t d'essence, 235 000 t de diesel et 105 000 t de fioul pour navires, pour un montant total de 17,7 MEUR. Le marché d'approvisionnement en huile lourde de la *Central Electricity Board* (CEB) a été attribué à *BB Energy Gulf DMCC*, pour un montant total de 10,1 MEUR, sur la période de février 2021 à janvier 2022.

UGANDA

Publication du cadre budgétaire pour l'exercice 21/22. Dans ce document, le gouvernement prévoit d'emprunter 2,8 Mds USD sur les marchés internationaux et 677 MUSD sur le marché local. Ces montants permettront de financer partiellement le budget de l'année, estimé à 12,3 Mds USD, dans le contexte de crise sanitaire qui affecte l'activité et l'emploi et exerce une pression sur le budget. La dette publique passerait ainsi de 41,9% du PIB en juin 2020 à 49,9% du PIB en juin 2021, puis 54,1% en juin 2023 avant, selon les prévisions des autorités, de reprendre une tendance à la baisse. Cette évolution se traduit par une hausse des ressources consacrées au service de la dette, au détriment de la fourniture des services essentiels (les intérêts d'emprunts sont estimés à 11,0 % du budget, soit plus des 2/3 du budget prévus pour le développement du capital humain, regroupant l'éducation et la santé). Par ailleurs, les emprunts sur le marché local sont susceptibles d'exercer un effet d'éviction, en détournant les ressources disponibles du financement de l'économie.

RWANDA

Le pays prévoit d'améliorer sa capacité de test. L'objectif est de pouvoir détecter et tracer les nouveaux variants britanniques et d'Afrique du Sud, considérés comme plus transmissibles. D'après Daniel Ngamije, ministre de la santé, le pays sera bientôt en capacité d'identifier les nouveaux variants. La situation sanitaire se dégrade au Rwanda depuis plusieurs semaines, emmenant les autorités à confiner de nouveau la capitale Kigali la semaine dernière. Lundi, le pays a signalé 336 nouveaux cas positifs sur les 7 867 tests effectués, portant le nombre total d'infections à 12 975. Il a également enregistré trois décès et 261 guérisons le même jour, portant le nombre total de guérisons à 8 420 et le nombre de décès à 174. Le nombre de cas positifs actifs s'élevait à 4 453.

SEYCHELLES

Seychelles : maintien du seuil des avances de la Banque centrale à 500 MSCR. Dans le cadre de sa politique de transparence, la Banque centrale des Seychelles (BCS) a annoncé le 19 janvier sa décision de maintenir le seuil des avances remboursables au gouvernement inchangé à 500 MSCR soit 10,4 MEUR pour l'année 2021. Ces avances sont mobilisables dans le cadre de cas de force majeure entraînant une baisse significative des recettes publiques, comme la pandémie de Covid-19. Selon le FMI, le gouvernement a eu recours à près de 250 MSCR d'avances au gouvernement en 2020.

SOMALIE

La Somalie lève les restrictions d'importation de khat en provenance du Kenya. Le Ministre des finances somalien, Dr Abdirahman Dualeh Beileh, a annoncé lors d'une conférence de presse le 25 janvier que les importateurs de khat pourraient à nouveau se fournir au Kenya, dans le respect des réglementations en vigueur. L'interdiction d'importer du khat kényan en Somalie avait été annoncée en avril 2020 en raison des risques associés à la pandémie de covid-19, puis poursuivie dans le cadre des tensions commerciales entre les deux pays. Sur la même période, les importations de khat éthiopien avaient été maintenues. Le marché somalien pourrait représenter jusqu'à 16 MKSH par jour pour les producteurs de khat kényans, le kilogramme de khat étant vendu à 5 USD (550 KSH) le kilo.

SOUDAN

Annonces britanniques : 330 MGBP de prêt relais et 40 MGBP de don. Lors de la visite du Secrétaire d'État aux Affaires étrangères du Commonwealth et du Développement britannique, le 21 janvier, le ministère des Finances soudanais a annoncé la signature d'un MOU entre les deux pays, dont le but est de soutenir les réformes économiques structurelles entreprises par le Soudan. Ainsi, la Grande-Bretagne envisage-t-elle d'accorder au Soudan un prêt relais de 330 MGBP, lui permettant d'apurer ses arriérés envers la Banque Africaine du Développement, dont le montant s'élève à 400 MUSD. Elle a également accordé un don de 40 MGBP pour soutenir le « Family Support Programme » au travers du fonds fiduciaire de la Banque Mondiale.

Modification du taux de change appliqué à l'importation de médicaments. Après avoir changé le taux de change appliqué à l'importation de médicaments par le secteur privé de 55 SDG/USD à 120 SDG/USD en mi-décembre 2020, le gouvernement devrait modifier, courant ce mois de janvier, le taux de change appliqué à l'importation de médicaments par le *National Medical Supply Fund* (NMSF), de 18 SDG/USD à 55 SDG/USD. Le NMSF est l'autorité gouvernementale qui assure 50% des importations de médicaments au pays. Le Soudan connaît une crise d'approvisionnement de médicaments qui s'est accentuée récemment en raison de l'incapacité de la Banque centrale à fournir les devises nécessaires à l'importation.

SOUDAN DU SUD

Accord avec le Soudan pour augmenter la production de pétrole. Le sous-secrétaire au ministre du pétrole, Awow Daniel Chuang, a annoncé que les gouvernements sud soudanais et soudanais sont parvenus à un accord pour augmenter la production de pétrole dans le pays. Aujourd'hui comprise entre 165 000 et 170 000 barils par jours (B/J), l'objectif est d'augmenter la production à 300 000 B/J d'ici à 3 ans. Selon le sous-secrétaire, le Soudan du sud se réjouit de bénéficier de l'expertise soudanaise dans les domaines techniques et de la formation de cadres par des experts soudanais du pétrole. Les deux pays ont également annoncé un accord pour établir une société commune pour « les études sismiques, l'analyse et le partage des informations ».

TANZANIE

Le gouvernement annonce des mesures pour aider la filière du blé à se développer. L'accord, signé le 23 janvier, avec les céréaliers fixe le prix minimum du kilo de blé brut à 0,32 USD. Il impose au secteur

privé exploitant des fermes de blé d'Etat de reprendre l'exploitation à grande échelle et impose aux meuniers privés, dont la *Tanzania Breweries Limited* et *Serengeti Breweries Limited*, d'acheter du blé aux producteurs locaux au lieu d'en importer. En contrepartie, les autorités publiques s'engagent à investir 66,7 MUSD dans la recherche et développement pour améliorer la production agricole et 1,7 MUSD pour fournir des semences de blé améliorées aux petits exploitants agricoles, ainsi qu'à leur garantir des prêts au taux d'intérêt de 2 %. Ces réformes visent à développer le secteur intégré du blé et à diminuer progressivement les importations de blé, estimées entre 800 000 et 1 million de tonnes par an.

Kabanga Nickel remporte un contrat d'exploitation d'une mine de Nickel située dans le nord-est du pays, à la frontière du Burundi.

Le 19 janvier, l'état tanzanien et *Kabanga Nickel*, anciennement connue sous le nom de *LZ Nickel Tft*, ont annoncé s'être associés au sein d'une nouvelle entreprise créée pour le projet, *Tembo Nickel Corp.* et détenue par *Kabanga Nickel* à 84 % et par l'état tanzanien à 16 %. *Kabanga Nickel* récupère ainsi le projet d'exploitation détenu auparavant par l'entreprise canadienne Barrick et la suisse Glencore, ces dernières ayant dû abandonner le projet en 2018 suite à la révocation de leur licence par les autorités locales. Selon les estimations, cette mine contiendrait plus de 1,52 millions de tonnes de nickel de classe 1, 100 000 tonnes de cobalt et du cuivre. *Tembo Nickel Corp.* prévoit aussi la création d'une usine hydrométallurgique pour raffiner sur place les minerais de cette mine. A terme, l'objectif affiché par les deux parties du projet est que cette usine devienne la plaque tournante des minerais de la région d'Afrique de l'Est.

La Tanzania Petroleum Development Corporation –TPDC projette la construction de 5 stations-service de Gaz Naturel pour Véhicule (GNV) à Dar Es Salam.

Ces stations alimenteront les bus du réseau urbain *Dar Rapid Transit – DART*, le récent système de transport en commun mis en service depuis 2016, reliant la banlieue au quartier des affaires. Ce réseau est emprunté quotidiennement par 200 000 personnes mais la fréquentation est appelée à augmenter jusqu'à 2 millions de passagers, une fois la construction du réseau achevée. Chaque station-service pourra alimenter entre 200 à 300 bus par jour et pourra occasionnellement recharger des véhicules privés et certaines industries. Ce projet permettra de faire baisser le coût de transport aux usagers, le prix d'un plein au gaz naturel comprimé étant estimé jusqu'à 45 % moins cher qu'un plein de carburant classique. Lors de cette annonce le 20 janvier, le directeur général de la TPDC a encouragé les investisseurs privés à participer au projet.

CONTACTS

SER de NAIROBI

Kenya, Somalie, Burundi

Page pays : [Kenya](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN Jerome.BACONIN@dgtresor.gouv.fr



SE de TANANARIVE

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr



SE D'ADDIS ABEBA

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#)

Contact : Anne-Brigitte MASSON anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr



SE de KAMPALA

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#)

Contact : Suzanne KOUKOU PRADA suzanne.koukouprada@dgtresor.gouv.fr



SE DE DAR ES SALAM

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Philippe GALLI Philippe.GALLI@dgtresor.gouv.fr



SE de KHARTOUM

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS Rafael.SANTOS@dgtresor.gouv.fr



AMBASSADE DE FRANCE AU RWANDA

Rwanda

Ambassade de France au Rwanda : <https://rw.ambafrance.org/>

Contact : Lina BEN HAMIDA lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr

